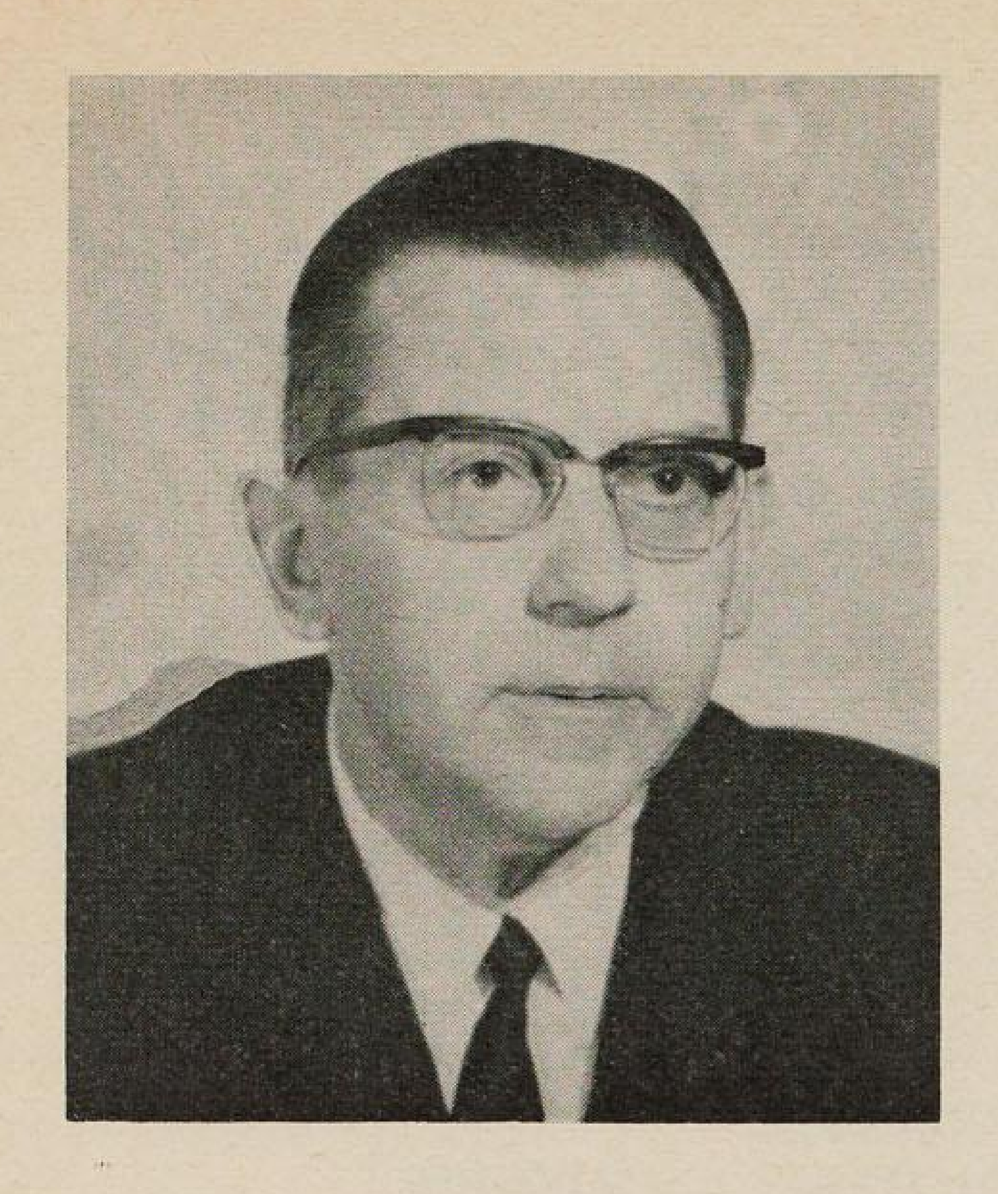


ELECTIONS LEGISLATIVES 1967

Première circonscription du Val-d'Oise

Centre démocrate

JEAN TEITGEN

Rédacteur en chef à l'Actualité radiophonique de l'O.R.T.F.
Chroniqueur de politique intérieure de plusieurs journaux français et étrangers.
Chevalier de la Légion d'Honneur.
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance.
Médaille de la Reconnaissance Française.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Candidat du Centre Démocrate dans la première circonscription du Val-d'Oise, je veux vous indiquer les *idées et les principes* qui inspireront mon activité si vous me faites l'honneur de m'élire.

DANS LA STABILITÉ...

Avec tous les Français, dans un esprit de concorde qui suppose l'amnistie totale, nous refusons un retour au passé. Nous avons voté la Constitution en 1958, nous la maintiendrons en exigeant son respect.

Le Centre Démocrate offre aux Françaises et aux Français une assurance contre l'aventure. Avec lui, je n'admets pas qu'un parti ou une coalition prétende, comme c'est le cas actuellement, confisquer la Ve République en affirmant que ceux qui ne font pas partie de la majorité sortante sont ses adversaires et veulent « revenir aux errements du passé ».

... UNE POLITIQUE NOUVELLE

En dépit des affirmations officielles, la France se développe moins vite que les autres pays de la Communauté Européenne, bien que nous payions les plus lourds impôts d'Europe !

Huit années de pouvoir sans partage n'ont pas résolu les grands problèmes économiques et sociaux. L'emploi est menacé, la crise du logement s'aggrave, nous manquons de centres de formation, de laboratoires, de personnel de recherche, d'équipements collectifs : routes, téléphones, hôpitaux, etc. L'avenir n'est pas assuré pour les jeunes, et les personnes âgées sont sacrifiées.

NOUS VOUS PROPOSONS

UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DYNAMIQUE...

— *l'abandon de dépenses de faux prestige* et de charges improductives ;
— *une expansion régionale vivante* offrant aux jeunes les emplois nécessaires ;
— *un financement accru des équipements collectifs* ;
— ***l'encouragement à l'épargne pour assurer les** investissements* ;
— *l'accroissement des efforts de recherche scientifique* et technique ;
— *la simplification du système fiscal et la modernisation du crédit.*

... ASSURANT LE PROGRÈS SOCIAL ET SES PRIORITÉS

— *logement :* construire 600.000 logements par an en augmentant la proportion des logements sociaux et en allongeant la durée des prêts ;
— *enseignement :* préparer les jeunes à trouver des situations demain dans un monde de plus en plus spécialisé et technique ;
— *politique sociale :* lutter contre les inégalités sociales pour améliorer le sort des personnes âgées, des combattants ayant souffert des guerres et, en général, des bas salaires payés au S.M.I.G. ;

assurer aux rapatriés une indemnisation totale ; faire prendre conscience aux pouvoirs publics du problème de la santé publique, illustré par les Etats Généraux du cœur.

Cela ne sera possible que dans une économie en expansion assurant le plein emploi.

Certes, nous devons produire plus et à meilleur marché, encore faut-il que les fruits de l'expansion soient repartis équitablement.

D'autre part le développement de notre région relève d'une politique nationale d'aménagement du territoire au service de l'intérêt général.

Mais le Pouvoir ne saurait invoquer cet intérêt général pour créer des Z.A.D. sans consultation préalable des collectivités locales qui, elles, sont en contact quotidien avec la population.

En cas d'expropriation, les terres doivent être payées à leur juste prix, fixé en accord avec les organisations professionnelles, et les exploitants doivent être indemnisés dans des conditions qui permettent leur réinstallation.

NOUS VOUS PROPOSONS

UNE POLITIQUE AGRICOLE DE PROGRÈS

Tous les efforts de Jean LECANUET et du Centre Démocrate, ont tendu à faire aboutir le Marché Commun agricole pour assurer des débouchés à notre agriculture.

Encore faut-il qu'en France même, elle soit à parité avec les autres secteurs de la vie économique. Pour cela, le Gouvernement doit respecter l'article 31 de la loi d'orientation qui indique que les prix agricoles doivent tenir compte intégralement des charges et des rémunérations du travail et du capital.

Par ailleurs, nos villages sont appelés à connaître une évolution qui ne sera harmonieuse que s'ils reçoivent les équipements collectifs nécessaires pour assurer aux familles rurales la parité des conditions d'existence.

L'agriculture est, elle aussi, en pleine évolution et les futurs agriculteurs doivent trouver les établissements scolaires qui doivent assurer leur formation professionnelle.

Les campagnes se dépeuplent, alors que le Pouvoir ne songe qu'à augmenter la concentration parisienne, sans paraître se soucier des drames humains, des conséquences économiques et sociales qu'engendrent ces excès. La revitalisation des villages est possible, à condition que ceux-ci soient dotés des équipements que leurs populations réclament (maisons individuelles, assainissement, établissements scolaires, foyers ruraux, transports).

NOUS VOUS PROPOSONS

UNE POLITIQUE D'INDÉPENDANCE DANS UNE DIMENSION NOUVELLE : L'EUROPE

La paix et l'indépendance ne sont possibles que par la puissance. Seule, l'Europe unie peut constituer une puissance à l'échelle mondiale. L'Europe doit être une communauté de peuples égaux acceptant des institutions communes. L'Europe, enfin unie, gage de sécurité, sera dans l'organisation du monde libre le partenaire égal des Etats-Unis.

AVEC L'ACCORD DE TOUS LES FRANÇAIS

Nous voulons rétablir un véritable dialogue, condition même de la démocratie, entre tous les élus, les représentants des forces vives de la nation. Tous les citoyens ont le droit et le devoir de participer à la construction de la France de demain, qui ne doit pas être laissée à une minorité de technocrates, mais contrôlée et dirigée par les représentants du pays.

VOTRE VOTE ENGAGE LA REPUBLIQUE POUR CINQ ANS
JE VOUS PROPOSE DE LA CONSTRUIRE AVEC NOUS
DEMOCRATIQUE - SOCIALE - EUROPEENNE

Fort de votre confiance, je suis certain de pouvoir faire un travail efficace pour l'avenir de notre circonscription avec mon suppléant R. POTIN et mon ami A. CHAUVIN, sénateur et président du Conseil Général.



René POTIN

Propriétaire-exploitant agricole.
Maire de Us.
Président du Syndicat Intercommunal de la Viosne.
Membre du Conseil des Communes d'Europe.

Imp. SOGEI - Pontoise